

LES CAUSES DE L'ABANDON DES PROCÉDURES JUDICIAIRES LIÉES AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG) DANS LE DÉPARTEMENT DU MONO

Civic Academy for Africa's Future – CiAAF think tank

Rapport de recherche-action

- Afouda Vincent Agué
- Dorice Djeton
- Expédit B. Ologou
- Estelle K. Djanato
- Thierry Sèdjro Bidouzo

Juin 2024

Les causes de l'abandon des procédures judiciaires liées aux violences basées sur le genre (VBG) dans le département du Mono

Cette recherche-action est rendue possible grâce au projet Plurielles « Renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs au Bénin, au Burkina Faso et au Mali » mis en œuvre par un consortium formé par Santé Monde, SOCODEVI et Avocats Sans Frontières Canada. Il est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entre- mise d'Affaires Mondiales Canada.

CiAAF think tank (www.ciaaf.org)

Le Civic Academy for Africa's Future (CiAAF) est un think and do tank pluridisciplinaire et indépendant. Il est un centre de recherches sur les dynamiques politiques, socioéconomiques qui conditionnent le devenir et l'avenir du Bénin et de l'Afrique. Il pro- duit et vulgarise des travaux de recherche universitaire et d'expertise débouchant sur des propositions et recommandations innovantes à l'endroit des acteurs politiques,socio-économiques, de l'opinion publique , tant sur le plan national, régional qu'international. Le CiAAF a pour vocation : penser et agir pour l'Afrique qui vient.

Copyright : CiAAF, Juin 2024

SOMMAIRE

Page 4
SIGLES ET ACRONYMES

Page 5
RÉSUMÉ

Page 7
INTRODUCTION

Page 13
I. DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ÉTOUFFÉES DANS LES CONSTRUITSSOCIAUX

Page 23
II. DES PROCÉDURES VICTIMES DE LEUR FONCTIONNEMENT

Page 31
III. RECOMMANDATIONS À L'ATTENTION DES ACTEURS CLÉS DE LA LUTTE CONTRE LES VBG

Page 34
CONCLUSION

Page 36
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Sigles et Acronymes

APRETECTRA : Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles

CADHP : Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

CPS : Centre de Promotion Sociale

CiAAF : Civic Academy for Africa's Future

CIPEC/VBG : Centres Intégrés Départementaux de coordination pour la Prise en Charge des victimes de VBG

CRIET : Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme

OFFE : Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

VBG : Violences Basées sur le Genre

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



Résumé

Les violences basées sur le genre (VBG) demeurent une violation per- sistante des droits fondamentaux à l'échelle mondiale. Ces violences prennent diverses formes, allant de la violence physique et sexuelle à la violence psychologique et économique. Malgré les progrès législatifs et ins- titutionnels réalisés dans de nombreux pays, les VBG restent un problème portant atteinte à la dignité humaine. Le Bénin ne fait pas exception à cette tendance, avec des chiffres révélant un nombre significatif de filles et de femmes victimes de VBG, notamment dans le département du Mono, qui accèdent difficilement à la justice.

Le projet Plurielles, mis en œuvre dans le département du Mono au Bénin, vise à renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescentes. Dans ce cadre, une recherche-action a été entreprise pour analyser les perceptions des communautés relatives au mécanisme de répression des VBG, documenter les contraintes liées à la celle-ci, précisément celles qui expliquent l'abandon des procédures judiciaires et esquisser des pistes pour une répression efficace des VBG par les voies judiciaires.

La recherche-action adoptée a utilisé une approche qualitative basée sur une revue documentaire, des observations sur le terrain et des entretiens semi-directifs. Les entretiens ont ciblé les acteurs clés du département d'intervention du projet, notamment les responsables d'organisations de la société civile, les leaders traditionnels et religieux, et les victimes elles-mêmes. Malgré des démarches continues envers les autorités judiciaires (Police Républicaine et Ministère de la Justice), la réalisation du présent travail n'a pas pu bénéficier des éclairages des acteurs de la justice par faute de réponse favorable aux requêtes formellement adressées à qui de droit.

Les résultats de l'étude ont révélé que les déterminants socioculturels et économiques, et ceux liés au fonctionnement du système judiciaire, sont parmi les principaux facteurs constituant des obstacles à l'aboutissement des procédures judiciaires concernant les VBG.

Tenant compte de ces conclusions, le présent rapport adresse des recommandations au Gouvernement, aux institutions judiciaires, aux responsables des Centres de protection sociale, aux organisations de la société civile, ainsi qu'aux victimes elles-mêmes. Ces recommandations visent à améliorer la protection juridique et judiciaire des femmes victimes de VBG, notamment en facilitant l'accès à la justice, en renforçant la sensibilisation et en changeant les normes socioculturelles néfastes.

Introduction

A. Contexte et justification de la mission

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent une des violations des droits fondamentaux les plus fréquentes dans le monde[1]. Elles sont un terme générique désignant « tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences (de genre) socialement attribuées entre les femmes et les hommes »[2]. Il s'agit d'actes qui infligent des dommages ou des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, de menaces de tels actes, l'incitation à commettre de tels actes et d'autres privations de liberté. Ces actes peuvent se produire en public ou en privé[3]. Les atteintes portées à la vie, à la santé, au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier les traitements cruels tels que la torture, les mutilations, les peines corporelles, les atteintes à la dignité, les traitements humiliants et dégradants, le viol et toute autre atteinte à la pudeur sont entre autres des formes de violences basées sur le genre[4].

Les VBG, de nos jours, restent clairement un grave problème de santé publique et demeurent une menace pour la paix durable et la dignité humaine[5].

---

[1] Voir notamment ONU FEMMES, « Faits et chiffres : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes », https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-fi- gures, consulté le 20 mars 2024 ; UNICEF, « Gender-based violence in emergencies », URL : https://www.unicef.org/protection/gender-based-violence-in-emergencies, consulté le 20 mars 2024.

[2] Voir Global Citizen, « La violence basée sur le genre : tout ce qu'il faut savoir », URL : https://www.globalcitizen.org/fr/content/gender-based-violence-everything-to-know/, consulté le 20 mars 2024.

[3] Assemblée générale des Nations Unies, « Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes », Résolution 48/104 (AG-ONU), 20décembre 1993.

[4] CARE International au Bénin/Projet EMPOWER/WJEI (Enabling Mobilization and Policy implementation for Women's Rights, The American Presidential Women's Justice and Empowerment Initiative), Violences faites aux femmes et aux filles au Bénin , Etude de base du projet EMPOWER, décembre 2008.

[5] Organisation des Nations Unies, Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985.

S'agissant du Bénin,l'Enquête Démographique et de Santé 2017-2018 a révélé que plus du quart (27%) des femmes de 15 à 49 ans avaient subi des actes de violence physique depuis l'âge de 15 ans ; en 2019 et 2020, entre 9 830 et 12 779 cas[6] ont été enregistrés respectivement, selon le rapport de l'Observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant (OFFE) ;en 2022, 59% de femmes âgées de 15 ans et plus sont victimes de VBG au Bénin[7]. Paradoxalement, en dépit de ce tableau sombre, la répression reste encore un défi à relever. Le Bénin, pour lutter contre les VBG, s'est doté d'un dispositif juridique particulièrement renforcé, avec des instruments juridiques à la fois à caractère général et spécifique. Les instruments à caractère général sont notamment la Constitution du 11 décembre 1990, telle que modifiée par la Loi 2019-40 du 07 novembre 2019, qui pose le principe de l'égalité des genres[8] et le Code pénal dont des dispositions sanctionnent des infractions à l'égard des femmes- telles que les mutilations génitales, le viol ou le harcèlement sexuel. De manière spécifique, la lutte contre les VBG est encadrée par la Loi n°2011-26 du 9 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes.Elle est renforcée par la Loi n°2021-11 du 20 dé- cembre 2021 portant dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes et de protection de la femme en République du Bénin[9].

---

[6] Open.Enabel, « Bénin : Les violences faites aux femmes ne sont pas inévitables, elles sont inacceptables – VIDEO », https://open.enabel.be/en/BEN/2399/1469/u/bnin-les-violences-faites-aux-femmes-ne- sont-pas-invitables-elles-sont-inacceptables-video.html,
consulté le 08 juillet 2023.7 Miodjou, « Bénin :59% de femmes âgées de 15 ans et plus victimes de VBG », 7 octobre 2022 https://miodjou.com/2022/10/07/benin-59-defemmesageesde-15-ans-et-plus-victimes-de-vbg/, consulté le 8 juillet 2023.

[8] L'article 26 nouveau de la Constitution, modifiée par la Loi 2019-40 du 07 novembre 2019 dispose : « l'Etat assure à tous l'égalité devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opi- nion politique, ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit. Toutefois, la loi peut fixer des dispositions spéciales d'amélioration de la représentativité du peuple par les femmes. L'Etat pro- tège la famille, particulièrement la mère et l'enfant. Il porte assistance aux personnes porteuses de handicap ainsi qu'aux personnes âgées ».

[9] A ces deux lois, il faut ajouter la Loi n°2003-03 du 3 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales féminines en République du Bénin ; la Loi n°2015-08, de décembre 2015 portant Code de l'enfant en République du Bénin ; la Loi n°2017-06 du 29 septembre 2017 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées en République du Bénin

Cette dernière loi établit une liste des infractions à raison du sexe des personnes qu'elle définit comme « toute infraction pour la commission de laquelle le sexe de la victime est la considéra- tion préalable »[10].

Aux termes de la loi [11], les infractions à raison du sexe sont: le harcèlement sexuel, les agressions sexuelles, le viol, le mariage précoce, les mutilations génitales féminines, etc. A ces dispositifs législatifs s'ajoutent le renforcement des prérogatives de l'Institut National de la Femme[12] et la création des Centres Intégrés Départementaux de coordination pour la prise encharge des victimes de VBG (CIPEC). Ces évolutions des politiques législatives et institutionnelles accordent une place de choix à la répression dans le dispositif de lutte contre les VBG. La justice est de ce fait un maillon indispensable devant contribuer à faire respecter les droits des victimes. Or, « la répression se révèle difficile dans le contexte du Bénin où la victime se trouve confrontée parfois aussi bien à la belle-famille qu'à sa propre famille lorsqu'elle ose dénoncer les actes de violences à son encontre »[13]. A ce sujet, une enquête réalisée par Afrobarometer au Bénin a révélé en 2022 que « deux tiers (65%) des Béninois pensent qu'il est «très probable» (26%) ou «quelque peu probable» (39%) qu'une femme victime qui dénonce un fait de violence soit humiliée, critiquée voire harcelée par sa communauté »[14].

---

[10] Article 1er de la loi n°2021-11 du 20 décembre 2021 portant dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes et de protection de la femme en République du Bénin. Cette loi a, par ailleurs, modifié et complété les dispositions du Code pénal relatives à la répression des infractions visant les femmes et les filles.11 Ibid.

[12] Article 8 de la loi n°2021 du 20 décembre 2021 : « L'établissement public chargé de la promotion et de la protection de la femme est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Il peut dénoncer tout fait relevant de son domaine de compétence, susceptible de poursuites pénales. Il peut égale- ment, seul ou concurremment avec les victimes, se constituer partie civile, le cas échéant, dans les pro- cédures relatives aux infractions commises à raison du sexe des personnes, sans qu'il puisse lui être opposé un défaut de qualité ou d'intérêt ».

[13] Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, Etude sur les Violences basées sur le genre au Bénin, Rapport final, août 2022, p. 95.

[14] Les résultats de la même enquête indiquent que « Aux yeux des répondants, les principales raisons qui pourraient empêcher les victimes de porter plainte sont le risque de représailles (23%), une préférence pour des règlements à l'amiable (20%), les pesanteurs sociales et culturelles (18%), la honte de la victime de se déclarer victime (16%) et la méconnaissance de la part de la victime de ses droits ou des procédures (15%) ». Voir Pamela Agbozo et Canissius Kounoudji, Violences basées sur le genre au Bénin : Expériences et approches pour endiguer le phénomène, Dépêche No. 559 d'Afrobarometer, octobre 2022, p. 7 et 9.

Ces éléments sont assez illustratifs des risques associés aux poursuites judiciaires et expliquent en partie pourquoi les victimes préfèrent ne pas recourir à la justice.

Le projet Plurielles, mis en œuvre au Bénin dans le département du Mono, par un consortium de trois organisations canadiennes (Santé Monde, Avocats sans frontières Canada et la Société de coopération pour le développement international) et visant à renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et adolescentes, s'est intéressé à cette composante de la lutte contre les VBG dans le cadre de ses activités, à travers une étude (recherche-action) sur « les causes de l'abandon des procédures judiciaires liées aux VBG dans le département du Mono ». Ladite recherche-action a été conduite par le Civic Academy for Africa's Future (CiAAF), un think tank citoyen pluridisciplinaire ayant des compétences et expériences en recherche et assistance juridiques.

B. Objectifs de la mission

La mission confiée à l'équipe de chercheurs du CiAAF a consisté à effectuer une recherche-action participative pour :

- analyser les perceptions relativesau mécanisme de répression des VBG ;
- analyser et documenter les contraintes liées à la répression des VBG, et qui expliqueraient l'abandon des poursuites ;
- esquisser des pistes pour une répression efficace des VBG, par les voies judiciaires.

Sur le premier point, il s'est agi de recueillir des données des différentes catégories d'acteurs ciblés (institutionnels et non institutionnels) sur les perceptions qu'ils ont du mécanisme de répression des VBG. Ensuite, il s'est agi particulièrement d'analyser lesdites perceptions, pour en apprécier l'utilité et surtout l'efficacité.

Par ailleurs, l'analyse des perceptions relatives au mécanisme de répression de VBG s'est faite à trois niveaux : au niveau des acteurs étatiques ; au niveau des ONG travaillant sur la question et au niveau des victimes elles-mêmes.

Ensuite, sur le deuxième point, l'équipe du CiAAF a répertorié les défis ou contraintes liés au mécanisme de répression des VBG existants. Il a été utile d'identifier et d'analyser les défis liés à la procédure judiciaire relative aux VBG, les pesanteurs psychologiques et socio-culturelles qui entraveraient l'action des victimes. Les acteurs institutionnels, les juristes, les activistes des droits de l'homme et des organisations de la société civile ont été les cibles privilégiées pour l'analyse. Ainsi a-t-on relevé les contraintes au-delà de la chaîne de répression et plus spécifiquement les contraintes sociales, culturelles qui agissent sur le mécanisme.

Enfin, en troisième point, les propositions, suggestions, commentaires des personnes enquêtées ainsi que des approches documentées ont été exploitées pour formuler des pistes d'amélioration du mécanisme de répression des VBG.

C. Méthodologie

La méthodologie préconisée est celle de la recherche-action, avec une approche qualitative , sur la base de trois types d'outils de collecte de données : la revue documentaire, l'observation et les entretiens.

- La revue documentaire a mobilisé les données des ouvrages, articlesscienti- fiques, rapports, des entretiens données par des universitaires et chercheurs spécialisés sur les VBG au Bénin, mais aussi sur les défis liés au volet spécifique de la répression.

- L'observation quant à elle a permis à l'équipe au cours des enquêtes de terrain, de constater le fonctionnement des mécanismes mis en place par les communautés ou certains acteurs à la base, d'observer et de comprendre les dynamiques dans la répression des VBG au niveau local.

- En ce qui concerne les entretiens, ils ont été semi-directifs, avec des questions spécifiques pour permettre de cerner différents aspects utiles à la compréhension de la répression des VBG au Bénin et à l'abandon des poursuites judiciaires. Les entretiens ont ciblé les acteurs clés du département d'intervention du projet et les responsables d'organisations de la société civile, les leaders traditionnels et religieux influents dans les zones d'enquêtes, etc.

Toutefois, il importe de signaler que les acteurs de la chaîne judiciaire n'ont pu être interrogés en dépit des diligences nécessaires effectuées auprès des hiérarchies concernées, à savoir la direction générale de la police républicaine et le ministère de la justice. Cet état de choses affecte la complétude de la recherche qui aurait livré davantage d'enseignements si des données avaient été recueillies auprès desdits acteurs.

Grosso modo, la recherche a consisté en une co-construction des savoirs entre les chercheurs et les personnes enquêtées. La revue de littérature et leurs déclarations sur différents aspects de la question débattue ont permis de répondre à la problématique générale en deux principaux points : l'influence des pesanteurs de divers ordres sur le sort de procédures judiciaires en matière de VBG, et les effets inhérents aux cadres normatif, institutionnel et logistique desdites procédures.



I. Des procédures judiciaires étouffées dans les construits sociaux.

L'analyse des procédures judiciaires de lutte contre les VBG permet de comprendre que de multiples pesanteurs sociales, économiques et culturelles constituent des obstacles à leur effectivité. Elles sont à la fois liées à la situation personnelle de la victime et à son environnement. Nous les avons donc regroupées en trois types : les pesanteurs socioculturelles (A), l'absence d'autonomisation des femmes (B) et le regard de la société (C).

A. Les pesanteurs socioculturelles

La majorité des Béninois interrogés dans le département du Mono a cité les pesanteurs socioculturelles comme la première cause de l'abandon des procédures judiciaires[15]. Il s'agit du poids de la culture ou de la société qui influence les victimes et leurs parents au moment de poursuivre judiciairement les auteurs des VBG. L'étude se réfère aux parents en fonction de leur pouvoir de décision quant à l'initiative ou non des procédures judiciaires par les victimes de VBG. Ces pesanteurs s'apprécient à divers niveaux. Le premier niveau, c'est la peur des représailles à l'endroit de la victime. Elle est liée non seulement au fait de dénoncer mais aussi d'engager une procédure judiciaire à l'encontre de l'auteur des VBG. Cette peur amène les femmes victimes à ne pas dénoncer les violences qu'elles subissent. « C'est la peur de 'On va te tuer' »[16], a souligné un responsable de l'accompagnement des victimes de Lokossa, pour expliquer le fondement de l'abandon. Une assertion qui corrobore bien le point de vue des acteurs intervenant dans la chaîne des procédures judiciaires, que nous avons pu interroger La peur de mourir trouve son origine dans les croyances occultes du milieu d'étude comme l'ont confié une cheffe traditionnelle et un élu local. Même si elle est déterminée à poursuivre son bourreau, la victime est souvent obligée, par peur, de considérer cette réalité et de se rétracter. Cette peur de la mort lui est d'ailleurs brandie avec insistance par le cercle familial pour la dissuader d'engager une action judiciaire[17]. Une cheffe traditionnelle de la commune de Lokossa, d'un ton très marqué, nous confiait au sujet des femmes qui «s'entêtent» à dénoncer leurs maris malgré le refus des familles : «Elles ne tardent pas à mourir. Vous savez pourquoi ? Eh bien, parce que non seulement la famille du mari lui en voudra à vie mais aussi, certains membres de sa propre famille lui en voudront.

[15] Observation générale issue des entretiens réalisés.
[16] Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023.

Les gens pourront ainsi utiliser tous les moyens et même ceux mystiques pour en découdre avec elle ». Un élu local de Lokossa corrobore cette affirmation : « Si la femme n'abandonne pas, le mari peut lui faire du mal, pas de façon directe mais à travers l'obscurantisme ou la magie noire ». La peur de mourir, par le fait de pratiques occultes, sert exclusivement à éteindre chez la femme victime toute ardeur de dénonciation. Il ressort donc que le poids socioculturel étouffe les victimes dans leur volonté d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de VBG.
Par ailleurs, la peur de voir briser les liens, longtemps bâtis entre conjoints, pèse également dans la balance des causes de l'abandon des procédures judiciaires. Si une femme, soulignait un élu local du département du Mono, tient à aller au bout de la procédure judiciaire, « il peut arriver qu'à cause de son entêtement, elle perde le mariage ».

Le second niveau, c'est la culture du silence. Elle se réfère ici à l'attitude passive à l'égard des cas de VBG, guidée par des considérations culturelles, les normes sociales, la peur, etc., faisant des VBG une affaire privée, peu importent les conséquences sur la victime[18]. Elle amène la victime à étouffer les violences qu'elle subit. Cette culture du silence peut par exemple amener l'auteur des VBG ou la figure masculine responsable de la victime, à facilement influencer ou faire échouer l'initiative des procédures judiciaires. L'exemple d'une jeune fille âgée de 14 ans rencontrée lors de l'enquête est assez révélateur de cette situation souvent remarquée dans le département du Mono. Victime de viol, « elle ne peut pas dormir si sa maman ne lui met pas de l'eau chaude dans son vagin[19]»

[17] Entretien avec une animatrice d'ONG, Comè le 23 décembre 2023.
[18] Carolyne Gatimu, Culture and Gender Based Violence in South Sudan, 2020, International Peace Support and Training Centre, Africa Amani Journal, https://aaj.ipstc.org/wpcontent/uploads/2021/04/Culture-and-Gender-Based-Violence-in-South-Sudan-Carolyne-Gatimu.pdf, consulté le 7 février 2024.
[19]Entretien avec une responsable d'ONG à Houéyogbé, 16 décembre 2023.

La mère de la victime n'a pas pu enclencher de procédure judiciaire parce que le père aurait estimé qu'il s'agit d'un fait ayant eu lieu dans le cercle familial, et donc ne nécessitant pas une prise en main par les autorités compétentes de la commune. La société patriarcale dans laquelle se déroulent ces évènements, ne permet pas à la femme victime de décider du dénouement de la situation, laissant ainsi place à une culture du silence dictée de facto par la classe masculine[20]

La culture du silence s'apprécie encore mieux à travers la banalisation des actes de violence par certains parents. « Parfois, ce sont les parents qui ne veulent pas nous faire comprendre la gravité du fait. Si nous n'avons pas d'éléments probants, on ne peut pas s'autosaisir de l'affaire », indique un élu local[21]. Et même en cas de viols, la culture du silence est portée par les parents qui usent de divers moyens pour camoufler les faits, la plupart du temps donnant lieu à un règlement en catimini[22].

La culture du silence, comme l'ont souligné les personnes enquêtées, se trouve renforcée par les arrangements à l'amiable entre les familles des protagonistes, des pourparlers incitant la femme à laisser tomber les procédures judiciaires, la promesse d'une somme d'argent conditionnelle au retrait de la plainte[23], ou encore l'influence des excuses de l'agresseur[24]. Ces facteurs contribuent ainsi à l'abandon par la victime du recours à la justice.

Le troisième niveau d'appréciation des pesanteurs socioculturelles concerne la sauvegarde de l'honneur familial qui incombe à la femme. Il est question ici du rôle que la tradition attribue à la femme au foyer, censée être un pilier de la sauvegarde de « l'honneur familial ». Cette sauvegarde incombe à la femme (victime ou mère de la victime). Et il est important de préciser que ce rôle qui est laissé à la femme prend en compte l'honneur de sa famille et celui de l'auteur des faits (quand ce dernier se trouve être le mari de la victime[25]). Malheureusement, ce « code d'honneur » s'applique aux cas de viols et de coups et blessures.

Dans la plupart des situations examinées, soit ce sont les parents – et plus souvent le père – qui préfèrent régler la situation à l'amiable pour préserver l'honneur familial, soit c'est la victime elle-même, qui décide de surseoir à toute action judiciaire contre l'auteur de la violence dans le but de préserver l'honneur de ce dernier (surtout si celui-ci est son mari). Le récit que nous a livré la responsable de l'Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles (APRETECTRA) à Houéyogbé est assez évocateur. Selon elle, la victime de coups et blessures qui a été orientée vers son ONG par le chef quartier, a régulièrement été prise en charge au centre de santé et par le CPS qui a eu son consentement afin de démarrer la procédure auprès du commissariat de police. Mais avant de finir la procédure au niveau du commissariat, « la victime a carrément changé de version, [soutenant] qu'elle ne veut pas continuer la procédure, car c'est son époux, et qu'elle ne veut pas de problème. Elle a souligné le fait que son époux aurait déjà fait la promesse à ses parents de mettre fin à son comportement. Et que le plus important est d'avoir retrouvé sa santé »[26]. La sauvegarde de l'honneur du mari se perçoit encore mieux dans les propos d'une autorité locale de Houéyogbé : « la famille de l'homme a un regard sur la femme. En acceptant de retirer cette plainte, elle devient femme respectueuse »[27] aux yeux de son mari, de sa belle-famille, et de sa propre famille.

Outre le respect et la nécessité de « laver le linge sale en famille » qui sous-tend le « code d'honneur », il faut également préserver l'honneur de la famille à cause des enfants issus de la relation[28]. Le regard baissé et la voix fatiguée, une victime de VBG rencontrée dans la commune de Comè se confiait, sur les raisons de son refus d'entamer les procédures judiciaires : « On m'avait demandé d'aller au commissariat, mais j'ai refusé. Pour quelqu'un avec qui j'ai des enfants, je ne vois pas la raison qui pourrait justifier le fait que je le traîne devant le commissariat »[29].

Ces propos traduisent à suffisance un élément majeur de l'abandon des procédures, le « *vihoutou* »[30] , qui souvent et pendant longtemps a justifié le refus d'intenter des poursuites contre l'auteur des violences subies surtout quand il s'agit du mari.
Si la peur des représailles qui sortent de l'ordre du physique, le lien affectif avec le conjoint, la présence des enfants, sont autant d'obstacles d'ordre socioculturel qui entravent l'effectivité des procédures judiciaires, il existe d'autres facteurs tels que le faible pouvoir économique des victimes.

B. L'absence d'autonomisation des femmes

La situation économique des victimes compte également quand on évoque les causes de l'abandon des procédures judiciaires[31]. Il s'analyse sous deux angles : la dépendance économique de la victime et le manque de ressources pour supporter les frais de justice. La dépendance économique de la victime vis-à-vis de l'auteur de la violence est un facteur souvent relevé par les acteurs impliqués dans le processus d'accompagnement des victimes[32]. L'homme étant généralement le seul pourvoyeur du foyer, le fait de dénoncer ses violences conjugales et le conduire en prison pousse le foyer dans le dénuement, parce que la femme dénonciatrice ne dispose pas des ressources financières qui lui permettent de subvenir aux besoins de la famille.

La dépendance économique se perçoit encore mieux à travers les propos d'une victime rencontrée à Comè : ***« Si je dois partir de chez lui, je le ferai. Mais je préfère qu'il soit en liberté pour continuer ses activités afin de prendre soin de ses enfants. Quand je n'ai souvent plus rien, même si c'est après beaucoup d'insultes et de disputes, il finit par me donner un peu de sous »***. De ce fait, la recherche de la sécurité matérielle rend la violence justifiable aux yeux de la victime, renforce sa vulnérabilité et perpétue le cycle du non-recours de ces dernières aux procédures judiciaires de lutte contre les VBG.

Le second angle d'analyse de l'aspect économique est la difficulté, soulignée par certaines personnes, de pouvoir se déplacer d'abord de leur lieu d'habitation vers les CPS ou commissariats pour porter plainte, mais aussi la difficulté à se rendre aux nombreux rendez-vous du tribunal compétent, compte tenu de la distance. Ces difficultés décou- ragent la victime et in fine la poussent à abandonner le processus[33]. Il importe tout de même de rappeler que certaines ONG ou CPS prennent en charge dans la mesure du possible les frais liés aux déplacements des victimes vers les institutions. A titre d'exemple, en nous expliquant les difficultés des victimes durant la procédure judiciaire, le responsable en charge de l'accompagnement des victimes au sein du CPS dans la commune de Lokossa, est revenu sur l 'appui financier que le centre apporte à certaines victimes : « *Il y a des cas qui viennent de loin ; donc, venir au commissariat, repartir, et revenir, c'est un peu difficile. Si on a les moyens, on les met à leur disposition pour assurer leur déplacement jusqu'au jour de la comparution, et ainsi de suite* »[34].

[19] Entretien avec une responsable d'ONG à Houéyogbé, 16 décembre 2023.
[20] Entretien avec la mère d'une victime à Houéyogbé, 17 décembre 2023.
[21] Entretien avec un élu local, à Lokossa, 27 décembre 2023.
[22] Observation générale issue des entretiens réalisés.
[23] Entretien avec une Responsable d'ONG, Houéyogbé le 16 décembre 2023.
[24] Entretien avec le CIPEC Abomey, 04 janvier 2024.
[25] Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023.
[26] Entretien avec la Reine de Houéyogbé et directrice de l'ONG APRETECTRA, 23 décembre 2023.
[27] Entretien avec une autorité locale de Houéyogbé, 23 décembre 2023.
[28] Observation générale issue des entretiens réalisés.
[29] Entretien avec une victime à Comè, 28 décembre 2023.
[30] Expression en langue fon qui signifie « à cause des enfants ».
[31] "Women's economic independence, an essential tool to end violence against women", https://www.fundacionmicrofinanzasbbva.org/en/womens-economic-independence-an-essential-tool-to-end-violence-against-women/, consulté le 7 février 2024.
[32] Observation générale issue des entretiens réalisés.
[33] Voir Infra, II, B, relatif aux coûts des procédures.
[34] Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023.

C. Le regard social et les trafics d'influence dans les communautés

« Le regard de l'autre, les qu'en dira-t-on. Très peu de gens vont pouvoir oublier les qu'en dira-t-on. Ce n'est pas aussi facile . . . l'enfer, c'est les autres »[35]. Ces propos d'un responsable en charge de l'accompagnement des victimes, résument l'autre cause de l'abandon des procédures judiciaires par les victimes : le regard de la société. En plus de la violence qu'elle subit, la victime des VBG doit aussi considérer l'opinion sociale, voire le jugement social dans sa décision de porter plainte ou non. Derrière cette pression sociale silencieuse, il faut lire une certaine permissivité de la violence sur les femmes, rendant les VBG accetables[36]. Les propos d'un responsable en charge de l'accompagnement des victimes nous imprègnent de cette réalité : « Maintenant, oui, tu as les moyens de subvenir aux besoins de tes enfants, mais le regard social : «oooh laissez cette personne, elle envoie son mari en prison». Est-ce que tu pourras encore rester dans la maison jusqu'au moment où le monsieur va revenir ? C'est une question »[37].

Le regard social découle de la représentation que se fait la communauté de la violence, notamment en la banalisant ou en minimisant les violences vécues par la victime[38] des VBG. Une autorité traditionnelle de la commune de Houéyogbé rappelle ainsi ce qu'il entend de la part des victimes : « ... je ne veux pas être rejetée par ma famille, par la famille de mon époux. Quand tu passes, on te pointe du doigt ou bien tu es la seule de cette famille qui est victime de violence et qui est allée porter plainte »[39].Celles qui auront été suffisamment courageuses pour se rendre au CPS et entamer le processus avec la police, doivent affronter ce regard social. Le récit d'une femme battue à sang par son mari mais qui a choisi de ne pas poursuivre la procédure judiciaire l'explique :

[33] Voir Infra, II, B, relatif aux coûts des procédures.
[34] Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023.
[35] Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023.
[36] Les représentations sociales des violences faites aux femmes chez les hommes, jeunes et adultes, Etude du Centre de recherche, d'étude et de documentation de la femme, février 2019, https://tunisia.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Etude_CREDIF_20_02_2019.pdf, consulté le 8 février 2024. 37

« Pour dire vrai, je n'avais pas voulu aller au commissariat. C'est donc pour que cela se répète ne plus que j'ai été au commissariat lui prendre une convocation. Le commissaire était très remonté de voir mon état ; il l'était encore plus quand il a constaté que c'était un fonctionnaire qui était censé connaître les lois de la République qui avait agi ainsi. Il m'a demandé ce que je voulais qu'on fasse. Je lui ai répondu que je ne voudrais pas qu'il parte en prison. Les raisons d'un tel choix de ma part s'expliquent par le fait qu'il risquerait de perdre son boulot et ses parents me verront d'un mauvais œil.»

Pour celles qui ont engagé la procédure judiciaire mais ont, en cours de chemin, tenté d'abandonner du fait de ce « mauvais œil », le CPS a, en fonction de la gravité de la violence, décidé de démarrer le processus judiciaire. L'histoire d'une femme enceinte battue à sang par son mari s'inscrit dans ce cadre :

« J'ai demandé qu'il n'aille pas en prison ; qu'on puisse lui donner des conseils et lui tirer les oreilles mais qu'il ne soit pas enfermé. C'est le CPS qui a décidé d'enclencher la procédure. Sinon, on m'avait demandé d'aller au commissariat, mais j'ai refusé.Mais le CPS s'est dit qu'un homme qui bat sa femme qui est enceinte risquerait de la tuer un jour. C'est ainsi qu'il a été conduit au commissariat. Les parents de mon mari étaient très remontés. Je n'ai jamais eu le désir de le conduire au commissariat mais ils m'accusent partout d'avoir enfermé leur fils.Dès le lendemain de son arrestation, ils m'ont demandé de ramasser mes affaires et de quitter le domicile conjugal. N'eût été ma témérité, j'aurais regagné ma famille »[40].

Dans ce cas, il a fallu l'intervention du CPS pour expliquer que la décision de mettre lemari en prison venait plutôt du Centre et non de la victime afin que les griefs contre cette dernière soient abandonnés.

En ce qui concerne les influences, il faut souligner celles de nature politique qui, bien que difficilement perceptibles, entravent les actions judiciaires en matière de VBG. Des pratiques consistant à solliciter l'implication de certaines autorités locales dans la gestion des cas de violences sont récurrentes dans certaines localités[41]. Dans leur position de première autorité locale, les chefs de quartiers ou de villages jouissent d'une influence qui incite les victimes et autres personnes impliquées à se rapporter à eux pour intervenir en vue de régler les problèmes de VBG[42]. Parfois, certains ne proposent pas la voie de l'action judiciaire ou dissuadent les victimes. Il en est de même des chefs religieux et traditionnels qui n'encouragent pas toujours ou suffisamment les actions de dénonciation des faits de violence :

« *Il y a des intimidations de telle sorte que même les chefs du village se sont impliqués. En effet, quand ces situations se présentent, ils aiment les régler à huis clos dans le cercle familial ou au niveau des leaders religieux ; ils n'aiment pas apporter le cas au niveau de la police et c'est ainsi qu'ils ont étouffé l'affaire. La dame a préféré aller à l'hôpital, arrivée là-bas, ils ont dit que la situation de l'enfant est un peu critique du fait que l'enfant a été agressé sexuellement par un homme de 48 ans alors que l'enfant a 13 ans ; ça a laissé des séquelles qui font que l'enfant peut être là simplement et il y aura de l'urine qui va sortir* »[43].

Malgré l'existence de textes de loi relatifs à la lutte contre les VBG, ces dernières continuent d'être perçues comme une affaire privée[44]qui ne trouverait pas de solution dans l'espace public (étatique). Étouffées par le poids de la culture et la société, les procédures judiciaires en place pour lutter contre les VBG ne sont pas utilisées par les victimes.

[37]Entretien avec un responsable en charge de l'accompagnement des victimes à Lokossa, 27 décembre 2023. 38 Les représentations sociales des violences faites aux femmes chez les hommes, jeunes et adultes, op cit.

[39] Entretien avec la directrice de l'ONG APRETECTRA, 23 décembre 2023.

[40] Entretien avec une victime à Comè, le 28 décembre 2023.

[41] Entretien avec le Chef quartier d'Adja-komey, le 27 décembre 2023.

[42] Observation générale issue des entretiens réalisés.

[43] Entretien avec une Responsable d'Organisation de la société civile (OSC) à Houéyogbé, le 16 décembre 2023.

[44] Pamela Agbozo et Canissius Kounoudji, idem., ont rapporté que « 53% des Béninois considèrent la violence domestique comme une affaire privée qui doit être traitée au sein de la famille plutôt qu'une affaire pénale qui nécessite l'implication des forces de l'ordre ».



II. Des procédures victimes de leur fonctionnement

L'aboutissement des procédures judiciaires est subordonné aux exigences d'un procès et d'une procédure équitables[45]. En effet, le tribunal doit être caractérisé par une certaine intelligibilité dans la gestion des affaires et le temps de la justice doit être un temps raisonnable. Car, les lenteurs sont préjudiciables aux intérêts des victimes (A). Aussi, les coûts exorbitants des procédures (B) ne sont pas sans entraîner l'essoufflement de l'entourage des victimes (C).

A. La lenteur au niveau des tribunaux et commissariats de police

Le droit d'accéder à la justice[46] est l'un des piliers de l'Etat de droit ; il fait partie des droits fondamentaux des personnes. L'accès à la justice de- vient un impératif pour les femmes et filles victimes de VBG. Pour ce faire, la justice doit offrir suffisamment de garanties pour susciter la confiance et surtout des recours accessibles pour les justiciables. Cependant, de la lecture qui se dégage des expériences et propos des victimes, la justice n'apparaît que comme un outil parmi d'autres, pour protéger les femmes des violences[47].

Pour les victimes qui choisissent d'exercer leur droit à un recours judiciaire en cas de violences sexuelles, obtenir justice peut s'avérer une entreprise tumultueuse et douloureuse. Du commissariat, après le dépôt de plainte aux audiences au tribunal, plusieurs obstacles s'érigent devant la victime qui peut se décourager à poursuivre la procédure. Ces obstacles incluent d'abord les rallongements excessifs des délais et ensuite, l'ignorance et l'incompréhension des étapes des procédures qui étouffent vite les désirs de justice des victimes.

Sur les rallongements excessifs des délais. La bonne administration de la justice suppose en principe des décisions qui soient rendues dans les meilleurs délais[48]. Les rallongements des délais par des renvois inattendus et sans fondement valable devant le tribunal ou des pertes de temps sur les bancs des commissariats pendant les actes d'enquêtes donnent une perception éprouvante du processus judiciaire. Cette perception de la réalité n'échappe pas aux acteurs de la chaîne de protection des victimes de violences : « *Pour la procédure, c'est vrai que, au niveau du commissariat déjà, ils ont quarante-huit heures ou bien soixante-douze heures...Mais ce sont les va-et-vient (...). C'est que tu viens le matin, on te dit de revenir dans l'après-midi, tu viens, tu es là jusqu'au soir. La procédure est longue au niveau du tribunal* »[49]. Ces rallongements de délais du processus de prise en charge judiciaire des victimes de violences aggravent la précarité de leur situation, au point où elles en arrivent à abandonner les procédures. Car en effet, plus la procédure est longue, plus elle est coûteuse pour la victime. A titre illustratif,

[45] Lire Ludovic Hennebel et Hélène Tigroudja, Traité de droit international des droits de l'homme, Paris, Pédone, 2016, pp. 1321-1360.
[46] Voir Rémy Cabrillac, Marie-Anne Frison-Roche, Thierry Revet (Sous dir.), Libertés et droits fondamentaux, Paris, Dalloz, 2012, pp. 535-555.
[47] Observation générale des entretiens réalisés.
[48] Le délai raisonnable fait partie des principes de la reddition de la justice. La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) qui fait partie intégrante de la Constitution bé- ninoise dispose en son article 7.1.d) que « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale ».
[49] Entretien avec le Directeur du Centre de Promotion Sociale (CPS) de Lokossa, Lokossa,27 décembre 2023.

« voilà par exemple une dame qui, peut-être quitte Agonkanmè[50] *qui doit venir faire un dossier au niveau du commissariat de Lokossa ; on lui dit de venir à neuf heures, elle vient à neuf heures et c'est le soir qu'on lui dit de partir et de revenir le lendemain. Quitter d'où elle vient pour venir passer toute une journée là, si tu ne sais pas faire, tu vas perdre deux mille francs banalement. Et si tu ne sais pas faire, on va te dire de revenir signer, tu vas revenir encore. Après, on va te dire de revenir pour aller au parquet. On va te dire que le gars, il est déposé en prison et il faut revenir à l'audience [un autre jour]. Et il faut revenir encore. Vous venez, on vous écoute et on vous dit, reporté pour telle date. Voilà un peu. Ça veut dire quoi ? A un moment donné, la pression sociale va commencer par monter et toi-même, tu commences par t'épuiser financièrement »*[51].

Il en ressort que l'expérience judiciaire des victimes dessine les contours d'une procédure judiciaire longue avant qu'une décision ou une condamnation éventuelle n'intervienne. Et bien souvent, les contraintes que génèrent les durées prolongées des procédures n'encouragent pas à s'accrocher à la quête de la justice. Au contraire, cela incite certaines victimes à se rabattre sur les moyens périphériques : « *Le processus est long par le côté de la justice. Certains, à cause de ce fait préfèrent le règlement à l'amiable* »[52]. Pourtant, ces approches informelles de règlement des litiges liés aux VBG sont dépourvues de force juridique, ce qui laisse la porte ouverte au non-respect des décisions qui en ressortent. De plus, leur persistance est de nature à compromettre l'enracinement de la culture de la dénonciation en justice portée par les mécanismes officiels de lutte contre les VBG. Car « *ces arrangements rendent difficile, voire impossible, le traitement juridique et judiciaire des faits de violences qui sont rarement dénoncés, tenus au secret et parfois gérés au détriment des intérêts et des droits de la victime, incluant son droit à la réparation* »[53].

[50] Un village de l'arrondissement de Ouèdèmé, dans la commune de Lokossa.
[51] Ibid.
[52] Entretien avec un élu local d'Adja-Komey, Lokossa, 27 décembre 2023.
[53] Santé Monde-ASFC-SOCODEVI, Etat des lieux de la mise en œuvre des droits en santé sexuelle et reproductive et de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre au Bénin, Décembre 2023, p. 18
.

Sur l'ignorance et l'incompréhension des étapes des procédures. La faible culture juridique et judiciaire limite la capacité des victimes à comprendre les actes de procédure. En fait, peu de victimes connaissent la loi[54] et les procédures judiciaires. Il en est de même de certains acteurs de la chaîne institutionnelle de prise en charge des victimes qui ne se cachent pas de la difficulté :

«*Est-ce que le mis en cause a été déposé, est ce qu'une convocation a été donnée aux parents ? Doivent-ils revenir pour une audience ? Est-ce que le mis en cause est mis sous convocation ? On n'a toujours pas le retour. Lorsqu'on demande au commissariat, le commissariat déploie un agent qui accompagne le dossier pour la première audience. Mais après cela, ils ne suivent plus le dossier. Pour les autres audiences, ce sont les parents et le mis en cause qui vont. Il semble que lorsqu'ils ne se présentent pas un certain nombre de fois, le dossier est clôturé* »[55].

Ces interrogations renseignent à suffisance sur la faible maîtrise de la procédure par les acteurs de prise en charge et d'accompagnement des victimes. Il n'y a pas une certitude sur les différentes étapes de la procédure et l'attitude à avoir par rapport à chacune d'elles.

Ainsi, la chaîne judiciaire apparaît peu satisfaisante pour les victimes qui y voient une autre source de contrainte supplémentaire. Si le chemin vers la justice doit être tortueux, l'abandon devient un choix évident. Ce choix est davantage renforcé devant les surcoûts qu'impliquent les procédures.

[54]Ibid., p. 35.
[55]Entretien avec une assistante sociale, Comè, 28 décembre 2023.

.

B. Les coûts des procédures

La loi n°2001-37 du 27 août 2002 portant Organisation judiciaire en République du Bénin institue le principe de la gratuité des procédures en justice[56]. Mais en pratique, ce principe est bien souvent loin de refléter la réalité des expériences de justice. Il ressort des expériences et perceptions recueillies que la justice a un coût que les victimes ont bien souvent du mal à payer.

En effet, au-delà des coûts directs relatifs au traitement des affaires par la justice, les procédures impliquent d'autres coûts indirects car l'état de santé de la victime peut la mettre en situation d'incapacité de travailler et elle pourrait perdre ses revenus. Ce coût de l'accès à la justice[57] constitue alors un obstacle majeur pour les victimes de violences, en particulier celles qui sont déjà dans des situations financières précaires.

Lorsque la victime est dans une situation de dépendance financière vis-à-vis de son conjoint dans une relation conjugale violente et qu'elle doit faire face à certaines dépenses ou simplement se déplacer pour se rendre au commissariat ou au tribunal, cet obstacle financier devient un motif légitime pour chercher d'autres alternatives aux procédures judiciaires. Dès lors, « *Les victimes se désistent la plupart du temps. Ceci à cause (...) des contraintes liées [au] manque de ressources pour le déplacement aux rendez-vous. Parfois, les frais de prise en charge sanitaire sont élevés. C'est vrai que l'Etat a dit à travers un arrêté que la prise en charge des VBG est gratuite mais parfois les centres de santé n'aiment pas recevoir ce genre de cas parce qu'eux-mêmes ne veulent pas après les soins, mener les démarches pour se faire rembourser par l'Etat. Parfois l'Etat ne rembourse pas* »[58].

Ce coût financier a un effet dissuasif sur la poursuite de la procédure, surtout lorsque les chances de voir l'auteur du crime ou du délit condamné s'amenuisent toujours un peu plus.

C.L'essoufflement de l'entourage des victimes

Ce coût financier a un effet dissuasif sur la poursuite de la procédure, surtout lorsque les chances de voir l'auteur du crime ou du délit condamné s'amenuisent toujours un peu plus.

La reconstruction des victimes, aussi bien sur le plan physique que mental, est un processus long, difficile et qui peut rarement être mené par la victime elle-même. Il est clair qu'il ne revient pas aux victimes de VBG d'organiser leur propre protection ; c'est à l'Etat, avant tout, de le faire[59]. Néanmoins, dans le cas où la victime est mineure, les parents et les proches ont également un rôle à jouer dans la protection de celle-ci. Dans les faits, généralement, le soutien de la famille immédiate ou des proches, est l'élément qui pousse ou détermine la victime à déclencher la dénonciation et enclencher la machine judiciaire. La déclaration d'une victime de Comè restitue pleinement ce rôle d'incitation à la libération de la parole de la victime par l'entourage et la famille : « Dans mon cas, mes parents étaient fatigués de régler la situation en famille. Ce sont eux-mêmes qui m'ont encouragée à aller au commissariat »[60]

Cette réalité est fortement partagée par les victimes qui trouvent en l'entourage ou la famille une source de soutien et de réconfort. Cet accompagnement prend en effet plusieurs formes : le soutien émotionnel qui apporte un sentiment d'assurance et de protection dans les moments difficiles ; le soutien d'estime qui rassure une personne sur ses compétences et ses valeurs ; le soutien matériel ou financier qui assure un service ou une aide financière durant les périodes difficiles et l'appui-conseil qui fournit des informations précieuses, dissipe certaines incompréhensions, et fait des suggestions dans divers domaines[61]. Cela témoigne de l'importance du rôle de l'entourage dans la prise en charge des victimes et le traitement des violences.

[56] L'article 6 de la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, modifiée par la loi n°2016-15 du 28 juillet 2016, dispose que la justice est gratuite sous les seules réserves des dispositions légales et réglementaires concernant les frais de justice, les frais de timbre et d'enregistrement.

[57] Myriam Doriat-Duban, « Analyse économique de l'accès à la justice : les effets de l'aide juridictionnelle », Revue internationale de droit économique (RIDE) 2001, n° 1, pp. 77-100.

[58] Entretien avec la Directrice du CPS de Comè, 28 décembre 2023.

Cependant, il se dégage du croisement des perceptions recueillies que l'essoufflement, le relâchement ou l'amoindrissement du soutien ou de l'accompagnement des victimes par leur entourage ou leur famille est un frein à la poursuite de la quête de justice après des violences subies.

D'abord, il faut relever que c'est souvent dès le début que le manque d'engagement des parents ou de la famille se transforme en véritable obstacle à l'amorce même des démarches judiciaires garantissant la protection de la victime. Ce défaut d'engagement se manifeste comme une hiérarchisation des aspects de la prise en charge de la victime qui ne place pas le volet judiciaire au premier plan. Cela s'observe plus spécifiquement dans les cas de violence sur les mineurs : « Il faut reconnaître que les parents, la plupart du temps, ne sont pas aptes à enclencher les procédures. Vous aurez des parents qui disent qu'ils sont juste venus pour connaître l'état de santé de leur enfant. Savoir si cette agression dont l'enfant a été victime va provoquer des dommages sanitaires à la longue chez cette victime-là. Si on trouve que l'état de santé est normal, ça s'arrête là. Ils disent qu'ils ne comptent pas poursuivre une procédure judiciaire »[62].

En dehors de ce premier niveau de mollesse de l'engagement de l'entourage, constitutif de blocage à l'entame des procédures judiciaires, l'essoufflement de l'investissement de l'entourage en vue de la prise en charge judiciaire effective des victimes, peut intervenir en cours des procédures. Les acteurs de la chaîne de prise en charge psycho-sociale et judiciaire des victimes, souvent confrontés à cette réalité, en avouent la portée :

[59]Dans un Etat de droit et de démocratie, l'Etat est le garant de la sécurité de tous. Voir Titre II de la Constitution béninoise du 11 décembre 1990, consacré aux droits et devoirs des citoyens.
[60]Entretien avec une victime des VBG à Comè, 28 décembre 2023.
[61]Nathalie Savard, « Les réseaux de soutien des mères victimes de violences conjugales et leur impact sur le stress », Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 2019/3, no 123-124, pp. 141-156.

« Je reconnais également qu'il y a des parents qui, après une première audience, se sentent menacés et choisissent délibérément d'arrêter la procédure. Ils ne répondent plus. Ils ne veulent plus rien savoir. Surtout quand le mis en cause est déposé en prison, mis sous mandat de dépôt, à la première rencontre. Puisque les plaignants ne répondent plus aux convocations, ne viennent plus aux audiences au tribunal, l'affaire est abandonnée. Le mis en cause recouvre sa liberté »[63]. Ici, cet essoufflement de la famille agit comme un ralentisseur des procédures par la dilution progressive de l'insistance à obtenir justice et la sanction des faits infractionnels.

Néanmoins, bien souvent, le relâchement de l'entourage dans le soutien à la victime dans sa quête de justice s'explique diversement. Ainsi, comme le souligne un enquêté, quand « les audiences s'enchaînent, c'est au moins une audience par mois. Pour les parents qui viennent de très loin, c'est un peu difficile. On a rencontré ces difficultés aussi pour les cas qui allaient à la CRIET[64], pour les victimes de moins de 13 ans. Quand les parents doivent se rendre à Porto-Novo, c'est difficile. Parfois aussi, ils sont fatigués d'être tout le temps sollicité et ils abandonnent »[65]. De même, il y a « des moments où le déplacement pose un problème. Les parents et les victimes n'arrivent pas à se déplacer de leur localité vers le tribunal »[66].

Dès lors, autant le soutien et l'encouragement de l'entourage peuvent être déterminants dans l'enclenchement d'un traitement judiciaire, autant son essoufflement peut constituer un frein dans la poursuite et l'achèvement des procédures judiciaires par le retrait de la victime ou son désintéressement. Cela est davantage plus précis lorsque la victime est dans un contexte de choc des influences de dissuasion.

[62]Entretien avec une Responsable d'OSC à Houéyogbé, 16 décembre 2023.

[66]Entretien avec une Animatrice d'ONG à Comé, 23 décembre 2023.

[64]Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme. Cette juridiction spéciale a compétence pour juger les cas de viol sur mineur de moins de treize (13) ans. Voir Article 7 de la loi n°2021-11 du 20 décembre 2021 portant Dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes et de protection de la femme en République du Bénin.

[65]Idem.



III. Recommandations à l'attention des acteurs clés de la lutte contre les VBG

La lutte contre les VBG nécessite une approche globale impliquant plusieurs leviers d'action allant de l'éducation, de la sensibilisation à la répression. Tenant compte des tendances dégagées de la présente recherche-action, il sied d'indiquer des pistes d'actions à engager pour qu'à chaque maillon de la chaîne de la lutte, des progrès significatifs se réalisent pour infine parvenir à une répression efficace des violences visant les filles et les femmes dans le département du Mono.

A. A l'attention du Gouvernement

Rendre opérationnel le Fonds spécial de soutien aux parents et victimes indigentes et faciliter les procédures administratives de décaissement afin de couvrir les coûts accessoires liés à la procédure judiciaire. Cela rendra complète, la gratuité de la prise en charge des VBG.

- S'appuyer sur les OSC pour organiser des sessions publiques sur les différentes composantes de la lutte contre les VBG.

- Organiser des séances d'information avec les différents acteurs qui interviennent dans la chaîne de prise en charge sur les modalités de remboursement prévues par le Gouvernement.

- Mettre en place en associant les OSC et les CPS, des espaces sûrs de partage d'expériences entre victimes de VBG, de partage de connaissances sur les Procédures judiciaires. Ceci permettra de susciter chez d'autres victimes la possibilité de recourir aux procédures judiciaires. Créer des centres d'accueil pour victimes de VBG, afin de leur assurer la sécurité dans un environnement favorable, le temps que dure les procédures judiciaires ou l'accompagnement des victimes.

B. A l'attention des institutions judiciaires

- Mettre en place des tribunaux mobiles ou spécifiques à la violence conjugale, des unités et postes de police spécialisés, et de bureaux réservés à la violence à l'encontre des femmes.

- Créer des chambres dédiées aux dossiers de VBG afin de faciliter le suivi et l'aboutissement des procédures.

- Accélérer le traitement des dossiers de VBG afin que les victimes puissent se retrouver en confiance.

C. A l'attention de la police républicaine

- Renforcer la collaboration avec les acteurs locaux afin de garantir les poursuites des auteurs de violence, et d'ouvrir la porte à la justice pour les victimes/survivantes.
- Constituer des équipes d'écoute et d'enquêtes accélérées composées de femmes policières pouvant rassurer et sécuriser les victimes, dénonciateurs et parents proches.
- Veiller à la célérité dans la recherche des présumés auteurs des agressions sexuelles.

D. A l'attention des CPS

- Sortir les victimes de leurs communautés et assurer leur sécurité dans un environnement de confiance, le temps de poursuivre sereinement les procédures judiciaires.
- Mettre en œuvre des programmes de déconstruction des mythes sociaux sur les VBG pour changer les normes et comportements néfastes.

E. A l'attention des OSC

- Sensibiliser, soutenir et protéger les victimes des influences toxiques (des personnes capables de les dissuader d'aller vers la justice).
- Investir davantage dans des programmes de prévention pour changer les normes et comportements sociaux néfastes.
- Initier et mettre en œuvre des programmes d'éducation au droit et à la diffusion du savoir sur les procédures judiciaires à l'endroit des femmes et des communautés en général.

F. A l'attention des victimes et parents proches

- S'autonomiser à travers les Activités Génératrices de Revenus ou un métier pour ne pas dépendre des hommes ou de la famille.
- Soutenir les victimes dans la quête de justice en évitant toutes manœuvres de dissuasion telles que les menaces.

Conclusion

Les VBG sont un phénomène mondial aux proportions épidémiques. L'Organisation mondiale de la santé a noté qu'elles « mettent la santé des femmes en danger, limitent leur participation à la société et provoquent de grandes souffrances humaines »[67]. La violence sexuelle et sexiste porte ainsi atteinte à la jouissance par les femmes de [leurs] droits humains et de leurs libertés fondamentales sur la nécessité de garantir l'accès à la justice pour les femmes par la mise en place de mécanismes de recours effectifs.

De façon générale, le droit à un recours effectif, de réclamer un tel recours devant une autorité judiciaire indépendante et impartiale et le droit à l'égalité devant la loi sont inscrits dans le droit international des droits de l'homme et dans les droits nationaux des États ; le Bénin n'est pas en marge[68] . Ce sont ces droits qui forment l'accès à la justice qui reste un élément fondamental de l'État de droit et de la bonne gouvernance. Spécifiquement, en la présente matière, l'existence de la possibilité d'obtenir non seulement la sanction, mais aussi la réparation des dommages subis du fait des violences est gage d'une effectivité de l'accès à la justice, pour les femmes victimes de violences.

Pour les femmes et filles du Bénin qui choisissent d'exercer leurs droits à un recours judiciaire en cas de violences sexuelles et sexistes, obtenir justice peut s'avérer une entreprise périlleuse. Une combinaison de lois, procédures et pratiques discriminatoires, un système judiciaire qui peut nourrir des hypothèses biaisées, des stéréotypes de genre négatifs, des normes culturelles enracinées dans le patriarcat, les faibles opportunités économiques pour les femmes, etc., continuent de faire obstacle à l'accès à la justice des personnes touchées par les violences sexuelles et basée genre.

Il ressort de l'analyse des résultats et de la triangulation des données que les déterminants sociodémographiques et socioculturels se révèlent parmi les principaux facteurs de risque de VBG au Bénin, autant qu'ils influencent la stratégie de protection ou de défense de la victime. Autrement, le recours judiciaire est rarement privilégié par les victimes des violences qui se refusent d'initier les actions judiciaires ou qui abandonnent pour plusieurs raisons. Ces raisons sont entre autres liées aux réalités sociales et culturelles complexes qui nourrissent et entretiennent les pesanteurs socioculturelles, les modalités de règlement en famille et en communauté étouffant les velléités de dénonciation de la victime, les craintes de la stigmatisation par sa propre famille et sa belle-famille.

Dès lors, il sied de reconnaître que l'accès des femmes béninoises à la justice en cas de violences ne dépend pas uniquement ou exclusivement de l'existence d'un cadre adapté de réponse pénale à l'encontre de l'agresseur. Mais au-delà, la protection juridique et judiciaire des femmes doit être pensée dans et selon une idée multidimensionnelle de la justice et de la réalité socio-culturelle.

---

[67] Organisation mondiale de la santé, « Estimations mondiales et régionales de la violence contre les femmes : prévalence et effets sur la santé de la violence conjugale et de la violence non-partenaire », (Genève : Organisation mondiale de la santé, 2013) p. 35.

[68] La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) fait partie intégrante de la Constitution béninoise. Elle dispose en son article 7 que : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : a- le droit de saisir les juridictions nationales compétentes de tout acte violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus et garantis par les conventions, les lois, les règlements et coutumes en vigueur (...) ».

Références bibliographiques

Textes juridiques

1. Assemblée générale des Nations Unies, « Déclaration sur l'élimina tion de la violence à l'égard des femmes », Résolution 48/104 (AG-ONU), 20 décembre 1993.

2. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes,
« Recommandation générale n° 35 : Violence basée sur le genre à l'égard des femmes », UN Doc C/GC/35 (2017). Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, adoptée le 18 juin 1981.

3. Loi 2021-11 du 20 décembre 2021 portant Dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes
et de protection de la femme.

4. Loi n°2021-13 du 20 décembre 2021 modifiant et complétant la loi n°2002-07 du 24 août 2004 portant Code des personnes et de la famille en République du Bénin.

5. Loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution du Bénin, modifiée par la Loi 2019-40 du 7 novembre 2019.

6. Loi n°2017-06 du 29 septembre 2017 portant Protection et promo tion des droits des personnes handicapées en République du Bénin.

7. Loi n°2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, modifiée par la loi n°2016-15 du 28 juillet 2016.

8. Loi n°2011-26 du 9 janvier 2012 portant Prévention et répression des violences faites aux femmes.

9. Loi n°2015-08, de décembre 2015 portant Code de l'enfant en Répu blique du Bénin.

10. Loi n°2003-03 du 03 mars 2003 portant Répression de la pratique des mutilations génitales féminines en République du Bénin.

11. Décret n°2021-391 du 21 juillet 2021 portant Création et approbation des statuts de l'Institut National de la Femme.

Ouvrages, études, rapports et articles

12. Agbozo Pamela et Kounoudji Canissius, Violences basées sur le genre au Bénin : Expériences et approches pour endiguer le phénomène, Dépêche No. 559 d'Afrobarometer, octobre 2022, p. 7 et 9.
13. Cabrillac Rémy, Frison-Roche Marie-Anne, Revet Thierry (Sous dir.), Libertés et droits fondamentaux, Paris, Dalloz, 2012, pp. 535-555.
14.CARE International au Bénin/Projet EMPOWER/WJEI (Enabling Mobilization and Policy implementation for Women's Rights, The American Presidential Women's Justice and Empowerment Initiative), Violences faites aux femmes et aux filles au Bénin, Etude de base du projet EMPOWER, décembre 2008.
15. Gatimu Carolyne, « Culture and Gender Based Violence in South Sudan, 2020, International Peace Support and Training Centre », Africa Amani Journal, https://aaj.ipstc.org/wp-content/uploads/2021/04/Culture-and-Gender-Based-Violence-in-South-Sudan-Carolyne-Gatimu.pdf, consulté le 07 février 2024.
16. Doriat-Duban Myriam, « Analyse économique de l'accès à la justice : les effets de l'aide juridictionnelle », Revue internationale de droit économique (RIDE) 2001, n°1, pp. 77-100.
17. Global Citizen, « La violence basée sur le genre : tout ce qu'il faut savoir », URL : https://www.globalcitizen.org/fr/content/gender-based-violence-everything-to-know/, consulté le 20 mars 2024.
18. Hennebel Ludovic et Tigroudja Hélène, Traité de droit international des droits de l'homme, Paris, Pédone, 2016, pp. 1321-1360.
19. Kariburyo Amida, « Pourquoi parlons-nous encore des droits de la femme en 2023 ? », Aidspan, https://aidspan.org/pourquoi-parlons-nous-encore-des-droits-de-la-femme-en-2023/, consulté le 20 mars 2024.

20. Les représentations sociales des violences faites aux femmes chez les hommes, jeunes et adultes, Etude du centre de recherche, d'étude et de documentation de la femme, février 2019, https://tunisia.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Etude_CREDIF_20_02_2019.pdf, consulté le 08 février 2024.
21. Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, Etude sur les Violences basées sur le genre au Bénin, Rapport final, août 2022, 251 p.
22. Miodjou, Bénin : 59% de femmes âgées de 15 ans et plus victimes de VBG, 7 octobre 2022 https://miodjou.com/2022/10/07/benin-59-defemmesageesde-15-ans-et-plus-victimes-de-vbg/, consulté le 8 juillet 2023.
23. Nations Unies, Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985.
24. ONU FEMMES, « Faits et chiffres : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes », https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures, consulté le 20 mars 2024.
25. Open.Enabel, « Bénin : Les violences faites aux femmes ne sont pas inévitables, elles sont inacceptables – VIDEO », https://open.enabel.be/en/BEN/2399/1469/u/bnin-les-violences-faites-aux-femmes-ne-sont-pas-invitables-elles-sont-inacceptables-video.html, consulté le 08 juillet 2023.
26. Organisation mondiale de la santé, « Estimations mondiales et régionales de la violence contre les femmes : prévalence et effets sur la santé de la violence conjugale et de la violence non-partenaire », (Genève : Organisation mondiale de la santé, 2013).

27. Savard Nathalie, « Les réseaux de soutien des mères victimes de violences conjugales et leur impact sur le stress », Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 2019/3, no 123-124, pp. 141-156.
28. Santé Monde-ASFC-SOCODEVI, Etat des lieux de la mise en œuvre des droits en santé sexuelle et reproductive et de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre au Bénin, Décembre 2023, 48 p.
29. « Women's economic independence, an essential tool to end violence against women », https://www.fundacionmicrofinanzasbbva.org/en/womens-economic-independence-an-essential-tool-to-end-violence-against-women/, consulté le 07 février 2024.



CiAAF think tank
(www.ciaaf.org)